

Interview avec Étienne de Callatay

Il faut augmenter la T.V.A., y compris pour les avocats

Économiste de renom, diplômé des Facultés de Namur et de la London School of Economics, Étienne de Callatay a aussi été un proche collaborateur de Jean-Luc Dehaene et a travaillé comme macroéconomiste pour la Banque nationale de Belgique. Son avis est apprécié par les médias et les politiques, même s'il n'est pas toujours politiquement correct. Voici le commentaire qu'il a livré aux président et vice-président de l'IEC, MM. Bert et Vanderstichelen.

IEC: La crise a parfois du bon, c'est ainsi que l'Europe se construit au fil des difficultés. La crise de la zone euro aura au moins permis le vote de la fameuse « règle d'or » qui interdit aux gouvernements de présenter un budget en déséquilibre. Beaucoup d'économistes pensent que c'est une bonne chose, une sorte de frein aux dérapages budgétaires. Partagez-vous leur avis ?

Étienne de Callatay: La règle d'or, telle qu'entendue ici, consiste pour un pays à s'interdire, via la Constitution ou via un autre texte de loi, des déficits budgétaires. L'Allemagne le souhaite, l'exige même, et donc ce n'est plus à négocier; d'ailleurs vingt-cinq pays de l'Union européenne sur vingt-sept ont accepté le principe de la « règle d'or », c'est un garde-fou pour les générations futures.

IEC: D'accord sur le principe, mais d'autres voix disent que cette règle risque d'être aveugle, et de vouloir imposer à tout prix et pour l'éternité un équilibre budgétaire, n'est-ce pas réduire le pouvoir politique des gouvernements ?

Étienne de Callatay: On peut le penser, mais selon moi, c'est un moindre mal que de s'imposer ce carcan. Souvenez-vous que durant les belles années, la Belgique a été incapable de mettre de l'argent de côté pour les périodes plus difficiles qui pourtant s'annonçaient, notamment en raison du vieillissement démographique. On a au contraire dilapidé ces ressources en cadeaux fiscaux et en relâchement de la discipline côté dépenses.

IEC: C'est l'une de vos thèses: les politiques qui étaient au pouvoir avant la crise de 2008 ont dilapidé les fruits de la croissance, lorsqu'elle était revenue au début des années 2000 ?

Étienne de Callatay: Je l'ai déjà dit ailleurs, l'Histoire sera sévère avec les gouvernants qui étaient aux commandes avant 2008. Il faut le dire et le répéter, pour une très large part, nos difficultés actuelles ne sont pas liées à une mauvaise gestion aujourd'hui, mais au prix de la correction des erreurs antérieures.

IEC: Dans diverses interviews, vous attribuez la faute aux différents gouvernements Verhofstadt. Restez-vous sur cette position ?

Étienne de Callatay: Oui, même s'il ne faut pas personnaliser la critique et aussi s'interroger sur ce que d'autres auraient fait s'ils avaient été au pouvoir. D'autres économistes belges l'ont démontré, chiffres à l'appui. Je précise cela, car je ne suis pas 100 % neutre, ayant travaillé pour Jean-Luc Dehaene pendant deux ans et demi, mais ma critique demeure: nous avons raté une fenêtre d'opportunité après les efforts accomplis dans les années 1990 pour devenir membre de la zone euro.

IEC: De quelle manière ?

Étienne de Callatay: Les gouvernements au pouvoir se sont permis d'utiliser une large part de ces efforts, ainsi que le bénéfice extraordinaire retiré de la diminution des taux

d'intérêt, pour relâcher la politique budgétaire! Ils auraient dû profiter de cette conjoncture pour convaincre la population de l'importance des réformes structurelles. Au lieu de cela, nous avons abaissé l'impôt des personnes physiques (je fais allusion à la réforme Reynders), ça, c'est pour les libéraux. Et puis, à gauche, on a relevé le taux de croissance des dépenses en matière de soins de santé à 4,5 % en termes réels. Et donc, on a fait plaisir à gauche, plaisir à droite, plaisir en dépenses, plaisir en recettes, mais on a affaibli le pays.

IEC: C'est le passé, mais crise oblige, l'objectif de retour à l'équilibre est fixé à 2015. Est-ce une bonne date, faut-il aller plus vite ou ralentir le tempo ?

Étienne de Callatay: C'est le propre à la fois des politiques, des institutions internationales et des médias d'accorder trop d'attention à la date du retour à l'équilibre budgétaire. En la matière, je crois qu'il ne faut pas sombrer dans le fétichisme. Il faut des finances publiques durables à long terme. Et donc, il faut des réformes structurelles profondes: que ce soit pour les pensions, les soins de santé, les allocations de chômage, l'efficacité de l'État ou encore la fiscalité «verte». Voilà les véritables priorités. Je préfère un déficit en 2015 avec des réformes plutôt qu'un équilibre sans réformes!

IEC: C'est Guy Vanhengel qui a déclaré que la Belgique est en état de «faillite virtuelle». Il exagère ?

Étienne de Callatay: Il n'a pas tort, surtout pour les futures générations. Les risques que nos enfants vivent moins bien que nous sont grands. Personne ne peut l'accepter de gaieté de cœur. Notre comportement budgétaire actuel est scandaleusement égoïste par rapport à nos enfants et petits-enfants. C'est pour ça qu'il faut agir.

IEC: Vous dites «notre comportement actuel» est scandaleux, mais des mesures ont déjà été prises et nos taux d'intérêt sont bas, on emprunte même sur certaines maturités à des taux négatifs, ce qui prouve que notre pays fait figure de pays solide, en tout cas, aux yeux des marchés financiers ?

Étienne de Callatay: Je souhaite évidemment que cela dure, mais je crois aussi que notre pays n'a pas encore pris les mesures qu'il faut et que l'essentiel des réformes est encore devant nous et non pas derrière...

IEC: À quoi faites-vous allusion, à une hausse des impôts ?

Étienne de Callatay: Ceux qui ont les épaules les plus larges doivent supporter les charges les plus lourdes. Mais il

ne faut pas se tromper et tomber dans l'illusion. Dire qu'on va taxer les très riches, très fort, c'est de la pure démagogie. Pour la simple raison qu'il n'y a pas assez de très riches, et que cela ne générera pas assez de recettes parce que les «très riches» sont rares et, de surcroît, mobiles. La solution, c'est d'élargir la base imposable. Et donc, une diminution d'impôts, comme certains le proposent, on ne peut pas se le permettre. En revanche, on peut modifier la structure des impôts existants en taxant moins les revenus du travail et en taxant davantage d'autres éléments, comme la consommation polluante.

IEC: Vous pensez, j'imagine, à une taxe carbone ?

Étienne de Callatay: Pourquoi pas? Cela pourrait prendre la forme d'un relèvement des accises, en particulier sur le mazout de chauffage.

IEC: Peut-on imaginer une hausse de la T.V.A. ?

Étienne de Callatay: Beaucoup de gens sont contre, mais moi, je suis en faveur. On pourrait augmenter la T.V.A. à 22 %. Ce ne serait pas une nouveauté, un pays comme l'Allemagne a relevé son taux de T.V.A. de trois points en 2007, certes partant d'un niveau moindre. Pourquoi ne pas supprimer certains taux réduits de T.V.A. et d'appliquer la T.V.A. sur certains services qui n'y sont pas assujettis? Les économistes pensent qu'un système de T.V.A. fonctionne mieux avec un taux unique et peu d'exceptions. En Belgique, parmi les exceptions, je pense aux avocats. Il n'y a aucune raison de laisser les avocats facturer leurs honoraires sans T.V.A. D'autres pays le font, et pourtant l'accès à la justice est aussi bon que le nôtre. Alors, pourquoi hésiter à le faire? D'autant que c'est aussi une distorsion de la concurrence avec d'autres professions libérales. Bien entendu, l'effet du relèvement de la TVA devrait ne pas être reflété dans les coûts salariaux au travers de l'indexation.

IEC: Mais il n'y a pas que les recettes, il y aussi les dépenses: que faut-il couper selon vous ?

Étienne de Callatay: Il n'y a pas de secret, il faut plus d'efficacité des pouvoirs publics. Autrement dit, il faut moins de fonctionnaires. Par ailleurs, il faut aussi responsabiliser les Régions et les Communautés pour leur gestion quotidienne, en commençant par leur faire payer le vrai coût des retraites de leurs agents. Et puis, l'autre grand chantier, c'est qu'il faut également réformer la sécurité sociale. Il faut réformer le système de pension pour arriver à une neutralité actuarielle. La personne qui quitte le marché du travail très tôt doit être lourdement pénalisée financièrement. La raison? C'est l'un des moyens pour augmenter le nombre de personnes actives

pour contribuer à la croissance économique potentielle. En d'autres mots, il faut absolument éviter le recours aux prépensions. L'objection que relever l'âge de la retraite réduira les chances d'emploi des chômeurs est à rejeter: ceux qui se trouvent au chômage ne peuvent pas remplacer les travailleurs âgés, car ils n'ont pas les mêmes compétences.

IEC: Mais qu'en est-il du taux de chômage?

Étienne de Callatay: Il faut lier l'indemnité de chômage aux efforts pour la recherche d'un emploi. Je pense même qu'il faut supprimer l'allocation pour les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

IEC: Vous n'allez pas vous faire des amis chez les plus jeunes?

Étienne de Callatay: Et pourtant, c'est pour leur bien à long terme que je dis cela: pour beaucoup de jeunes en difficulté scolaire, en particulier les personnes d'origine étrangère, les perspectives ne sont pas très séduisantes. Dans le meilleur des cas, ils peuvent espérer gagner 500 euros de plus en travaillant qu'au chômage. Bref, l'incitation à se former et à aller travailler n'est pas assez grande.

IEC: Êtes-vous en train de dire qu'il faut limiter les allocations de chômage dans le temps?

Étienne de Callatay: C'est une évidence, notre pays est une exception. Et je n'ai pas l'impression que les autres pays européens sont des enfers sociaux. Mais les mesures prises depuis quelques mois vont déjà dans la bonne direction.

IEC: Autre sujet qui fâche: les soins de santé dont la progression constante fait peur.

Étienne de Callatay: Là encore, il faut faire des choix. Une norme de croissance budgétaire de 4,5 %, et même de 3 % en termes réels, est intenable à long terme. Nous devons mieux contrôler les dépenses, même s'il faut faire des arbitrages pénibles, quitte même à ne pas rembourser certains traitements. Ce n'est pas moi qui le dis, mais un professeur de la KUL qui l'a dit: est-il nécessaire de rembourser une prothèse de la hanche pour quelqu'un de 85 ans ou plus? Est-ce raisonnable? Poser la question, c'est y répondre.

IEC: Et qu'en est-il de notre fameuse indexation des salaires?

Étienne de Callatay: Je suis contre l'indexation des salaires dans sa forme actuelle. Bien entendu, je sais bien que si on supprime cette indexation, la Belgique ne va pas se

transformer en dragon ou tigre de l'Europe! Je l'ai déjà dit ailleurs, je pense même que les syndicats, en s'arc-boutant sur le symbole de l'indexation des salaires, sont obligés de se placer dans un territoire défensif qui les oblige à faire des concessions sur d'autres thèmes. Je crois que c'est un mauvais combat. En revanche, il y a des combats qu'ils ne mènent pas: l'inégalité hommes/femmes, entre travailleurs statutaires et contractuels au sein de la fonction publique, entre celui qui travaille dans une P.M.E. et celui qui travaille dans une grande entreprise, et j'en passe.

IEC: Et votre solution?

Étienne de Callatay: Plutôt que d'indexer tout le monde de 2 %, je propose une indexation forfaitaire, en euros, qui surcompenserait le petit salaire, mais où les salaires moyens et supérieurs seraient sous-compensés. Beaucoup pensent que c'est une révolution qui ne passera pas la rampe politique, mais en 1982, on avait déjà supprimé le saut d'index pour certaines catégories de revenus. Pourquoi ne pas refaire la même démarche? Ce serait de nature à préserver notre compétitivité, mais sans nuire au pouvoir d'achat des bas salaires qui sont les plus fragilisés par la crise.

IEC: Pour résoudre cette crise qui dure depuis cinq ans déjà, la meilleure méthode n'est-elle pas le retour à l'inflation?

Étienne de Callatay: C'est une idée qui a ses partisans. Sauf que le danger de déflation est plus grand aujourd'hui que la menace de l'inflation. N'oubliez pas que le contexte actuel est simple à décrire: absence de croissance économique, faible pression salariale et réticence des Allemands à laisser filer l'inflation. La politique des taux d'intérêt bon marché est une voie plus intéressante pour les pouvoirs publics. Et donc, pour sortir des problèmes budgétaires, il faudra privilégier une croissance durable, maîtriser les dépenses et augmenter certains impôts. C'est pourquoi j'aime bien l'idée de «T.V.A. sociale», parce qu'elle se substitue à des cotisations sociales pour financer la sécurité sociale. Ce glissement permet de favoriser l'emploi chez nous. Je ne suis pas protectionniste, mais si on veut préserver notre modèle social, on doit arrêter de se tirer une balle dans le pied. Aujourd'hui, quand vous achetez un vélo belge, le prix comprend une part de cotisations sociales qui financent non pas une assurance sociale, mais des prestations universelles. Ce n'est pas le cas avec le vélo chinois. Ce faisant, en fait, on subventionne les importations et, en particulier, celles venant de pays où les cotisations sociales sont très faibles et le système de sécurité sociale insatisfaisant. Avec nos cotisations, on pénalise le travail exercé en Belgique. Et donc, en conclusion: je préfère taxer la consommation plutôt que le travail presté en Belgique.

IEC: Doit-on envisager une sortie de la Grèce, un GREXIT comme disent les spécialistes?

Étienne de Callatay: C'est un pronostic difficile à établir dans une crise dont personne ne connaît l'issue. Selon moi, la sortie de la Grèce de la zone euro n'apporte pas de réponse fondamentale aux problèmes de la Grèce, mais elle me paraît inéluctable. Mais cela devrait se passer le plus tard possible pour permettre aux Grecs de s'y préparer et de mettre en place, chez eux et dans les autres pays faibles, des mesures budgétaires et des réformes économiques nécessaires. Bien entendu, le scénario idéal serait que la Grèce reste dans l'euro en convergeant vers les autres pays avec des partenaires patients qui lui laisseraient le temps nécessaire pour s'adapter. Mais malheureusement, ce ne sera pas possible, et je pense qu'il faudra passer par une sortie de la Grèce, idéalement le plus tard possible. Je pense que les marchés financiers le savent déjà.

IEC: Et en attendant, l'euro est plus faible, notamment vis-à-vis du dollar, c'est une bonne chose?

Étienne de Callatay: Oui, bien sûr. Quand l'euro est faible, les exportations belges deviennent plus compétitives. En revanche, il est moins intéressant d'importer. En conséquence, les produits qui s'échangent en dollars seront plus chers pour les consommateurs belges.

Dans le contexte actuel, il faut plutôt se réjouir de la faiblesse de l'euro. Un euro fort handicaperait l'activité de nos

entreprises, et donc l'activité économique du pays et donc de l'emploi. Certes les importations, à commencer par les produits énergétiques, sont plus chers, mais n'est-ce pas mieux de payer plus cher son essence et de pouvoir se réjouir que notre voisin ait conservé son emploi?

IEC: La Grèce ne fait plus la une des journaux, mais c'est, hélas, l'Espagne qui l'a remplacée. Faut-il d'ailleurs s'inquiéter?

Étienne de Callatay: Malheureusement oui, car l'Espagne représente 11 % du P.I.B. européen contre 2 % seulement pour la Grèce. L'Espagne est confrontée à trois grosses difficultés. *Primo*, la faiblesse du contrôle sur les autorités régionales. *Secundo*, l'état du secteur bancaire. *Tertio*, les prix de l'immobilier qui, pour une part, demeurent encore surévalués. L'Espagne va donc devoir demander l'aide de l'Europe, je ne vois pas d'autre solution, même si le gouvernement retarde ce moment.

IEC: Pendant qu'on parle des autres, les marchés financiers ont oublié la Belgique: enfin, une bonne chose?

Étienne de Callatay: Pourvu que cela dure! Mais on n'est jamais à l'abri d'une mauvaise surprise, via le dossier Dexia, par exemple. Nous ne sommes pas non plus à l'abri d'un problème politique majeur, comme un parti qui quitterait la coalition après les élections communales d'octobre. Je crois, hélas, qu'il faut rester vigilant et ne pas baisser la garde. Les temps qui viennent restent des temps difficiles. ●



André Bert, Étienne de Callatay et Benoît Vanderstichelen